



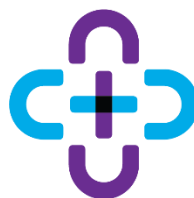
Collectif pour un
Québec sans pauvreté



Réseau
SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec



Réseau des
Tables régionales
de groupes de
femmes du Québec



TNCDC
TABLE NATIONALE
DES CORPORATIONS DE
DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Communiqué pour diffusion le 5 octobre à 6h12

Un gouvernement déconnecté : la pauvreté, l'itinérance et le logement absents du discours d'ouverture

Québec, le 5 octobre 2025. — Dans son discours d'ouverture, le premier ministre a choisi d'insister sur « l'économie, la sécurité, l'identité et l'efficacité de l'État », mais n'a pas dit un mot sur la pauvreté, l'itinérance et la crise du logement. Pourtant, selon les derniers sondages d'opinion, il s'agit là d'urgences sociales majeures qui préoccupent les Québécois-es.

Face à cette indifférence, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ) et la Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNCDC) unissent leurs voix pour dénoncer la déconnexion du gouvernement de la réalité vécue par les personnes en situation de pauvreté et les organismes qui les soutiennent.

Une crise sociale sans précédent

La situation actuelle est alarmante :

- La **hausse du coût de la vie** frappe de plein fouet les personnes en situation de pauvreté et une partie de la classe moyenne ;
- La **crise du logement abordable s'intensifie**, les loyers flambent et l'accès à un logement décent devient un luxe ;
- La **pire crise de l'itinérance jamais connue** touche aujourd'hui toutes les régions du Québec.

Pendant que le gouvernement détourne l'attention en agitant ses épouvantails fétiches (syndicats, immigration, « islamisme radical »), il néglige les véritables problèmes qui menacent la cohésion sociale.

Des occasions manquées et des choix politiques irresponsables

Au cours des derniers mois, le gouvernement a raté de nombreuses occasions de répondre à la crise :

- Une **stratégie québécoise en habitation** vidée de toute cible crédible de logements sociaux et sans aucun mécanisme de contrôle des loyers ;
- Un **plan de lutte contre la pauvreté** sans cibles d'amélioration des revenus pour les personnes assistées sociales et les travailleuses et travailleurs pauvres et dont le budget est quatre fois moindre que celui du plan précédent;
- Un **programme d'habitation dit « abordable »** qui non seulement permet, mais encourage des loyers pouvant aller jusqu'à 150 % du loyer médian ;
- Un **plan d'action interministériel en itinérance** qui prend fin en avril 2026 sans annonces pour la suite.

Pendant ce temps, les personnes les plus fortunées maintiennent leur train de vie :

- La **baisse d'impôt** annoncée en 2022 privera à terme le gouvernement de 7,4 milliards \$ sur 4 ans et bénéficiera surtout aux mieux nantis ;
- Les **6,7 milliards \$ de chèques électoralistes** distribués à la même période ont profité aux personnes gagnant 100 000 \$ par année comme à celles vivant avec 15 000 \$;
- Le choix du gouvernement de **reculer sur la diminution de l'exemption de l'impôt sur les gains en capital** qui aurait pourtant fait contribuer seulement les très riches - comme un couple ayant fait un gain de plus de 500 000 \$ - prive les finances publiques de plusieurs centaines de millions \$ annuellement.

« Trop miser sur le marché privé et accorder des cadeaux fiscaux aux plus riches, tout en négligeant les programmes sociaux et en coupant dans le filet social, ce n'est pas de la gestion rigoureuse, c'est de l'aveuglement volontaire », résume Véronique Laflamme, porte-parole du FRAPRU.

Des demandes urgentes et incontournables

Comme le rappelle Marie-Line Audet directrice générale de la TNCDC : « Une société ne peut s'enrichir, s'épanouir et vivre en harmonie que si l'ensemble de son monde est nourri, logé, soigné. Or, aujourd'hui, les besoins de base sont loin d'être comblés pour des centaines de milliers de Québécois-es. »

Les organismes communautaires, eux-mêmes fragilisés par le sous-financement chronique, peinent à tenir à bout de bras des services pourtant essentiels. « Le point de rupture est atteint pour plusieurs d'entre eux », selon madame Audet.

Les organisations exigent du ministre des Finances, Eric Girard, des engagements financiers concrets dès la mise à jour économique de novembre :

- **Une hausse des protections publiques** de façon à assurer à tous les ménages un revenu annuel au moins égal à la Mesure du panier de consommation (soit 24 800 \$ pour une personne seule) et **une augmentation du salaire minimum** pour permettre à une personne seule qui travaille 35 heures par semaine de vivre hors de la pauvreté (soit un salaire de 28 \$/h);
- **Un plan massif de développement de logements sociaux et communautaires**, avec au moins 10 000 nouvelles unités par année et un véritable programme de logements publics ;
- **Un réinvestissement majeur dans les services publics et concurremment dans les organismes communautaires**, pour enrayer l'effritement du filet social et garantir un accès universel et de qualité aux soins, au soutien et à l'éducation ;
- Une annonce rapide de la **reconduction du Plan d'action interministériel en itinérance**, en vue de son échéance en avril 2026, **avec une bonification de 30%** pour maintenir le support aux personnes et augmenter la capacité des organismes à les accompagner ;

Un ras le bol généralisé

Sur le terrain, les mouvements sociaux ne restent pas silencieux :

- Le RSIQ a lancé une [Déclaration sur l'itinérance](#), qui a jusqu'ici été signée par 20 000 citoyen·nes et 28 municipalités, villes et MRC du Québec ;
- Le FRAPRU [a rassemblé des centaines de personnes](#) le 4 octobre à l'Île-des-Sœurs pour réclamer que le logement social devienne une priorité gouvernementale ;
- Le Collectif pour un Québec sans pauvreté déploie sa campagne « [Le discours doit changer : parlons pauvreté!](#) » et appelle à signer son [Manifeste pour un Québec sans pauvreté](#) ;

- Le RTRGFQ invite la population à dénoncer la pauvreté lors de [l'action de clôture](#) de la [Marche mondiale des femmes](#) le 18 octobre prochain sur la Place de l'Assemblée nationale à Québec.

Toutes ces mobilisations envoient un même message : **il est temps que le gouvernement cesse de se cacher derrière des priorités électorales et assume enfin ses responsabilités sociales.**

CITATIONS

Serge Petitclerc, Collectif pour un Québec sans pauvreté

« La pauvreté est un déni des droits et libertés. Elle est le produit d'une société inégalitaire qui privilégie les intérêts des plus riches à ceux des plus pauvres. C'est révoltant! Il faut constater que la lutte contre la pauvreté stagne et qu'en conséquence, un nombre grandissant de personnes peinent à se nourrir et à se loger. Le statu quo est aussi intenable qu'inacceptable! Malheureusement, le discours d'ouverture nous prouve que le gouvernement n'y changera rien. »

Véronique Laflamme, FRAPRU

« Malgré la construction en cours de plusieurs logements sociaux et prétendument abordables, les choix budgétaires du gouvernement Legault ont une grave incidence sur le type de logements qui seront construits. Pour réduire sa part de financement, le gouvernement permet dorénavant que des logements affichant des loyers atteignant 150 % du loyer médian, inaccessibles pour les dizaines de milliers de locataires ayant les besoins les plus urgents, soient construits sous cette dénomination. »

Boromir Vallée Dore, Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec

« Le point de rupture est atteint et le premier ministre doit prendre ses responsabilités face à la crise de l'itinérance actuelle. Il est aussi temps pour les citoyen·nes qui vivent de l'impuissance face au phénomène de prendre action en participant à une Nuit des sans-abri près de chez elleux le 17 octobre prochain et de signer la déclaration commune. Chaque geste de SOLIDARITÉ compte et permet de faire comprendre que la population est mobilisée contre l'exclusion sociale. »

Marie-Line Audet, Table nationale des Corporations de développement communautaire

« La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale devrait toujours être **la priorité prioritaire priorisée** de tous les gouvernements et elle est totalement absente de cette rentrée parlementaire. Le sous-financement chronique des

organismes communautaires a aussi un impact majeur sur l'effritement de notre précieux filet social. Les équipes de ces organismes *flirtent* elles-mêmes trop souvent avec la pauvreté et tiennent à bout de bras des services et des missions fragilisés par le manque de financement. Il est temps de faire preuve de courage politique et de permettre à la nation québécoise de retrouver sa dignité. »

Audrey Gosselin Pellerin, Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

« Il faut rappeler qu'au Québec, **la pauvreté a un genre. Et il est féminin.** Les femmes sont plus susceptibles d'être en situation de faible revenu que les hommes à cause des diverses inégalités et discriminations encore présentes. C'est le cas par exemple des femmes âgées, monoparentales, immigrantes ou de la diversité sexuelle et de genre. Pour s'attaquer à la racine du problème, le gouvernement doit, entre autres, augmenter les revenus des personnes les plus pauvres. Il fait plutôt le contraire, notamment avec sa réforme de l'aide sociale, en coupant dans des mesures de soutien qui bénéficiaient à des femmes déjà en situation de grande vulnérabilité. »

-30-

Pour renseignements ou demandes médias :

Collectif pour un Québec sans pauvreté :

Rozenn Potin au 418 930-5969 | communications@pauvrete.qc.ca

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) :

Véronique Laflamme au 418 956-3403 (cell.) | veronique@frapru.qc.ca

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec :

Eric Edström au 438 930-3251 | politique@rsiq.org

Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec :

Audrey Gosselin Pellerin au 581 989-5913 |

audrey.gp@reseautablesfemmes.qc.ca

Table nationale des Corporations de développement communautaire :

Marjolaine Cloutier au 819 692-0580 | conseil@tncdc.qc.ca